

**ENGAGEMENT DE CONFIDENTIALITE**

2025PN008

Mise en place d’un Système d’Information des Ressources Humaines (SIRH) et services associés pour la Société des grands projets

Je soussigné, la personne morale ci-après :

……………………………………………………………………….

Agissant au nom et pour le compte du …………………………..

Domicilié ………………………………………….

et immatriculé à l'INSEE sous le numéro SIRET ………………..

Code …………………………………

en tant que mandataire engageant le groupement appelé à déposer une offre dans le cadre de la procédure de consultation 2025PN008.

Au sens du présent engagement de confidentialité, je reconnais que les documents composant le dossier de consultation des entreprises relatifs au marché cité en objet ont un caractère confidentiel.

Par le présent acte, je m'engage à respecter les conditions suivantes :

* Je m'interdis toute divulgation, communication, mise à disposition de ces documents, en dehors des sociétés composant le groupement dont je suis mandataire, sans l'autorisation expresse et écrite de la Société des Grands Projets.

Seules échappent à cette obligation les informations tombées officiellement dans le domaine public, diffusées dans le public antérieurement à cette communication, signalées comme non confidentielles.

* Je ne serai pas soumis à l’obligation de confidentialité en cas d’obligation légale ou décision de justice de fournir des informations confidentielles à une autorité publique. Dans cette hypothèse, je m’engage à informer dans les plus brefs délais la Société des Grands Projets de la requête ou de l’injonction qui me serait faite de communiquer.
* De façon générale, je reconnais être tenu à une obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, offres, documents, dont j’aurai connaissance au cours de la procédure visée par ce présent engagement de confidentialité.

**CONSEQUENCES DE L’ENGAGEMENT**

Je déclare avoir connaissance que tout manquement de ma part au présent engagement de confidentialité et à ses conditions peut causer un grave préjudice à la Société des Grands Projets et peut engager ma responsabilité au titre de l’article 226-13 du code pénal qui punit d’un an d’emprisonnement et 15 000 euros d’amende la révélation d’une information à caractère secret.

Fait à

Le

Lu et approuvé (mention manuscrite)

Signature (Qualité du signataire)